



ANALYSE

2018/30

Brésil : comment en est-on arrivé là ?

Brésil : comment en est-on arrivé là ?

Samba, bossa nova, capoeira. Le roi Pelé, Salgado, Amado. Candomblé, churrasco, guarani... c'est le Brésil qui faisait rêver en Europe. Et maintenant Bolsonaro. Qu'est-ce qui s'est passé ?

Un continent

Avec ses 200 millions d'habitants, le Brésil est une superpuissance en Amérique du Sud (dont il occupe la moitié de la superficie). C'est le 5^e plus grand pays de la planète. Il fait partie du groupe des BRICS (Chine, Russie, Inde et Brésil), le club des principaux pays dits « émergents » qui entendent se faire respecter et peser sur l'économie mondiale.

Après une longue dictature militaire (1964-1985), le pays a retrouvé un régime démocratique. Au fil des années, au-delà du foot et du Carnaval, le Brésil a fait parler de lui sur la scène internationale grâce à des personnalités et mouvements hors du commun, comme Helder Camara, le Mouvement des sans terres (MST) ou plus récemment Lula.

A partir du 1 janvier s'ouvre un nouveau chapitre qui fait très peur.

Lula et Dilma

En 2003, un président de gauche est enfin élu : le charismatique Lula. Pendant 8 ans (2 mandats), il a mené une politique sociale exceptionnelle : « Près de 40 millions de Brésiliens sont sortis de la pauvreté. Le taux de chômage est au plus bas, les salaires sont plus élevés, les prestations sociales plus nombreuses, l'accès au logement, au crédit et aux études supérieures est mieux assuré pour les catégories les plus vulnérables. Pour la première fois, des espaces de dialogue et de concertation avec les mouvements sociaux ont été ouverts ». Un bilan remarquable qui lui assurait en 2011 un taux de popularité de 80%. Mais...

Au fil des années, Lula s'est adapté aux règles du jeu politique et à la pire d'entre elles, la corruption. Nous y reviendrons. Le pays un peu moins injuste qu'il construisait était aussi celui où les valeurs de marché, de mérite individuel, de concurrence exacerbée ne cessaient de croître. Son ministre des finances n'hésitait pas à dire : « *Maintenant tous les Brésiliens peuvent être citoyens puisqu'ils ont accès à une carte de crédit* » ! C'est une classe moyenne qui s'est constituée. Elle n'hésitera pas à défendre ses acquis et à changer de bord le moment venu.

Autre faiblesse : Lula et Dilma Rousseff (qui a pris le relais en 2011) ont entretenu des relations pour le moins ambiguës avec les pasteurs des grandes églises évangéliques qui ne cessaient de gagner du terrain et qui, en outre, étaient en position d'influencer leurs adeptes et donc de « faire et défaire les rois ». Ce qui sera encore le cas en 2018. Le PT (parti de Lula)¹ a donc contribué à renforcer leur pouvoir, alors qu'il aurait dû s'employer à ouvrir les yeux des fidèles et à montrer que ces pasteurs s'enrichissaient sur le dos des gens, sans payer d'impôts.

Autre point faible : le paysage médiatique brésilien qui était (et est plus que jamais) aux mains de quelques familles et des églises. La presse de large diffusion a très vite adopté un ton très critique à l'égard du PT avant de passer à une véritable entreprise de diabolisation. Ce parti était considéré comme « un antre de communistes dont le seul souci est de piller le pays ».

Dilma Roussef, désignée par Lula pour lui succéder, a dû rapidement faire face à une grave crise économique. Au fil des mois, elle a été amenée à faire de plus en plus de compromis avec des forces très à droite. Allant jusqu'à adopter des mesures de soutien aux multinationales brésiliennes. Au début de son 2^e mandat, en 2014, elle prendra un virage libéral, en contradiction avec ses promesses de campagne électorale. D'où une chute de popularité aggravée par le scandale du « lava jato »² : un gigantesque système de corruption qui atteint tous les partis. Mais les médias, sans surprise, s'acharneront sur le PT et D. Roussef sera destituée.

Une majorité de revanchards se constitue et, sous la présidence de M. Temer, c'est le détricotage de toute une série d'acquis sociaux de la période PT. Ce sont les nostalgiques du régime militaire, toutes les droites et des pasteurs influents qui donnent le ton. Dans le même temps, la montée fulgurante de l'insécurité fait le lit des « solutions » autoritaires, moralisatrices et sécuritaires. Au risque de heurter les amis du PT, je reprends la conclusion de l'évaluation de L. Delcourt du Cetri : « *Privé de son leader, le PT n'est plus que l'ombre de lui-même. Grand perdant des élections, il paie aujourd'hui le prix de ses alliances contre nature, de l'abandon d'une bonne partie de son programme de transformation sociale au profit d'une gestion technocratique et d'une vision economiciste étriquée, de la fuite en avant libérale du 2^e gouvernement Roussef et, bien entendu, de l'implication de plusieurs de ses hauts responsables politiques dans le scandale du lava jato* ».

Bolsonaro

Pourquoi ? Mais d'abord, nul ne peut dire si Lula, resté très populaire, aurait été élu à la présidence si la « justice » ne l'avait pas condamné à 2 reprises, maintenu en prison et empêché de se présenter. Une voie royale était donc ouverte pour J. Bolsonaro.

Mais nul n'imaginait en janvier 2018 que ce petit capitaine recyclé en politique allait recueillir 58 millions de voix ! Il faut prendre en compte la conjugaison de plusieurs facteurs. A commencer par la profonde crise économique dans laquelle le Brésil est plongé pour la 4^e année consécutive, une des pires de son histoire. La classe politique, elle, est discréditée par l'accumulation des scandales. Bolsonaro est un « nouveau » venu...

Il faut aussi redire le poids du puissant front réactionnaire qui s'est constitué, mêlant évangélistes, policiers et militaires, partisans des armes à feu, grands propriétaires terriens, lobby de la finance, ... L'analyse des résultats des élections présidentielles indique d'ailleurs que le vote Bolsonaro a été plutôt urbain, issu des classes moyennes, diplômées, relativement aisées. Pas grand-chose à voir avec la poussée des populistes en Europe. Mais peut-être davantage avec le Pinochet des années 70.

Le rôle des médias n'est pas à négliger. On s'en doute. La place de choix réservée aux violences et, entre autres, à la tentative d'attentat dont Bolsonaro a été victime appelle à un retour à un pouvoir fort. Ajoutez-y des « fake news » en veux-tu en voilà.

Sur cette toile de fond (incomplète), on s'étonnera moins du succès de ce personnage « ouvertement raciste, misogyne, homophobe, défenseur de la torture et de la dictature ».

Comment ? Les déclarations fracassantes du nouveau président et de ses proches font craindre le pire. A commencer par le retour à un régime autoritaire, une forme de dictature. Même si on peut espérer qu'il ne trouve pas aisément de majorité dans une chambre de 513 élus, issus de 30 formations politiques différentes.

On pense évidemment aux peuples indigènes et à leurs terres qui sont clairement menacées. Elles représentent 14% du territoire et constituent une proie tentante pour les trafiquants de bois, le secteur minier et l'agrobusiness. J. Bolsonaro pourrait favoriser les projets miniers et mettre fin à ce qu'il qualifie d'inacceptable « criminalisation des chercheurs d'or ». Ainsi, fin décembre 2018 il a déclaré envisager sérieusement d'autoriser l'exploitation du sous-sol de la Reposa Serra do Sol (17.000 km²) qui recèle de nombreux minerais (uranium, or, étain). Et donc de mettre en péril le mode de vie des milliers d'indigènes de cette zone.

C'est donc aussi tout le secteur de la protection de l'environnement qui est menacé. On a même entendu parler de la suppression pure et simple du ministère de l'environnement ! Un responsable de Greenpeace

s'inquiète : « Si les promesses de campagne de Bolsonaro se concrétisent, elles peuvent faire perdre plusieurs décennies de conquête environnementales ». Rien d'étonnant donc à ce que le Brésil décide de ne pas organiser la COP 25 en novembre 2019, comme c'était prévu.

On annonce aussi comme future ministre de l'agriculture une représentante du secteur de l'agrobusiness, fervente défenseuse d'une loi qui facilitera l'usage des pesticides. On le sait aussi les homosexuels et autres transgenres n'ont qu'à bien se cacher. Une révolution morale est à l'ordre du jour.

Enfin (façon de parler), le nouveau président veut faciliter l'accès aux armes, « donner carte blanche aux policiers » qui forment souvent des milices privées au service des grands propriétaires. Conséquence logique : il veut « en finir avec toutes les formes d'activisme ». Le Mouvement des paysans sans terre est évidemment dans le viseur.

Tout n'est pas joué. Par exemple, le secteur de l'agrobusiness met en garde : il ne faudrait pas voir se fermer certains marchés étrangers attentifs aux conditions de production. Les mouvements citoyens et communautés de base trouveront sans doute de multiples occasions de se mobiliser, si c'est permis ! Et pourquoi ne pas attendre de nos gouvernements et de nos opinions des pressions fortes et déterminées sur le nouveau gouvernement brésilien?

Un peu partout dans le monde, y compris dans notre pays, pour « répondre » à des situations jugées trop de gauche, trop laxistes, la tendance est à un resserrement de la vis, à une velléité de reprendre les choses en main. Les défenseurs « d'un certain ordre public » iront certainement dans ce sens mais au Brésil, comme en France ou en Belgique, les partisans de la démocratie veillent..

Jacques Liesenborghs
Collaborateur à la revue Plein Soleil



Avec le soutien de



Cette analyse est disponible au format PDF sur notre site Internet www.acrf.be

L'ACRF-Femmes en milieu rural souhaite que les informations qu'elle publie soient diffusées et reproduites. Toutefois, n'oubliez pas, dans ce cas, de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication.

Merci !

¹ Partido dos Trabalhadores – Parti des travailleurs

² Le scandale du « lava jato » désigne un vaste système de corruption et de financement illégal des partis politiques impliquant la Petrobras, des entreprises du BTC (Odebrecht, principalement) et de nombreux hauts responsables politiques, de la majorité comme de l'opposition. Il a été mis à jour après une banale enquête portant sur une affaire de blanchiment d'argent dans des stations de lavage de voiture.